



Intervention de l'Union Locale CGT d'Arles, le mardi 22 mai 2018.

Pour toutes celles et ceux qui sont attachés à la démocratie sociale, c'est à dire au droit des salariés de s'organiser, de revendiquer s'il le faut par la grève, le résultat du référendum imposé par la direction d'Air France est une victoire essentielle. Les salariés ont désavoué leur patron, ils ont validé leur revendication d'augmentation des salaires de 6%.

La direction d'Air France, avec le Medef et le gouvernement, nous expliquent, à grand renfort médiatique, que tous les grévistes mettent en péril l'économie et l'équilibre financier de leur entreprise. NON ! Les salariés ne sont pas coupables, car ce sont bien les dividendes versés aux actionnaires qui vampirisent l'activité économique de notre pays.

Réfléchissons !!! La part de ces dividendes est passée, en seulement 15 ans, de 30% à 67% des bénéfices réalisés par les plus grandes entreprises ! C'est un record mondial !

Et le Président des riches ose nous expliquer que les plus riches sont entravés pour investir, alors que les plus riches de notre pays sont les plus gourmands du monde !!!

C'est dans ce contexte que se déroule notre journée de grève et de manifestation.

A l'issue du premier comité interministériel de la transformation publique, le 1er ministre et le ministre de la Fonction Publique n'ont eu, pour seules annonces, qu'un plan de suppression d'emploi de 120 000 postes de fonctionnaires, l'instauration à grande échelle de la précarité via la contractualisation et l'individualisation à outrance de la rémunération. Dans la droite ligne des ordonnances MACRON.

Les choix politiques du Président MACRON et de son gouvernement, visent à

détruire notre modèle social. En se fixant pour but de décliner, dans la Fonction Publique, le modèle des ordonnances "travail", faites pour liquider les garanties du Code du Travail et des conventions collectives des travailleurs, le gouvernement indique que l'heure est venue, pour lui, d'aller beaucoup plus loin et d'engager une offensive en règle contre l'ensemble des services publics pour les livrer aux appétits sans cesse grandissant des financiers.

Après le 10 octobre 2017 et le 22 mars 2018, ce 22 mai est la 3ème journée de mobilisation, par la grève, dans la Fonction Publique, à l'appel des 9 organisations syndicales représentatives : CGT, CFDT, CFTC, FA-FP, CGC, FO, SUD, SOLIDAIRES et UNSA.

La question des services publics, de leur développement, de leur efficacité pour répondre aux besoins de tous, de leur accessibilité aux populations sur l'ensemble du territoire, est bien l'un des enjeux posés dans cette période. Elle va de pair avec l'amélioration des conditions de travail et la reconnaissance de celles et ceux qui, chaque jour, les exercent et les mettent en œuvre. C'est aussi le sens des mobilisations actuelles des salariés de la SNCF, des électriciens et gaziers, des postiers et des personnels de Santé, quel que soit la nature de leur établissement.

Les cheminots sont face à un gouvernement et une direction qui ont déclaré les hostilités et décidé d'en finir, une fois pour toute, avec le service public ferroviaire. Les cheminots réalisent un original "vot'action" qui se traduit par une expression massive de partout, ils se sont mis en ordre de marche pour gagner le rapport de force dans l'entreprise et la bataille de l'opinion publique.

Lucides, sereins et déterminés, ils agissent, non pas pour défendre le statu quo, mais pour développer le service public ferroviaire, dans l'intérêt de tous, avec les moyens nécessaires à son bon fonctionnement.

Après 4 semaines de grève, les postiers et postières du centre courrier d'Arles, ont repris le travail et nous saluons leur lutte.

La direction a dû reculer, ils ont obtenus le comblement partiel des vacances d'emploi, la non mise en place de la pause méridienne, le respect des conditions de travail et le respect des accords locaux.

La direction du Centre courrier d'Arles a été obligée d'en rabattre, elle a été obligée, par la Direction Nationale de la Poste, de répondre en grande partie aux exigences des grévistes.

C'est une victoire collective pour la défense du service public, une fenêtre pour la CGT dans les batailles que nous menons pour la défense de l'emploi et des conditions de travail. A l'instar de la lutte menée au garage Renault d'Arles, pour les libertés syndicales. Notre camarade Stéphane va être réintégré, son licenciement est refusé, la lutte paie !!!

La CGT et les organisations syndicales représentatives ne partagent pas les objectifs poursuivis par le gouvernement, consistant à réduire le périmètre de l'action publique avec la perspective d'abandon, voire de privatisation, de missions publiques et à la clé, un plan massif de 120 000 suppression d'emploi.

Au regard des enjeux qui en découlent, la population ne peut que s'investir dans les actions visant à renforcer et à déployer un Service Public de qualité, répondant à ses besoins et à l'intérêt général.

Pas un service public n'échappe, aujourd'hui, à cette stratégie de choc et cette frénésie libérale. Hôpitaux, écoles, lycées, université, bureaux de poste, chemin de fer, énergie, départements et communes voient ainsi leurs moyens asséchés et leurs missions publiques démantelées.

Quant à l'usage de la force, de la violence contre les étudiants, nous le rappelons une nouvelle fois, nous sommes et nous resterons à leurs côtés, pour défendre leur liberté de revendiquer, leur liberté de s'éduquer.

La fonction publique et l'ensemble des services publics constituent une richesse pour notre pays. Ils sont un outil indispensable de cohésion et de justice sociale, de solidarité et d'égalité.

Parce que les moyens existent pour d'autres choix et pour répondre aux besoins de tous, nos organisations appellent l'ensemble des salariés, privé et public, les privés d'emploi, jeunes et retraités à continuer à se mobiliser massivement afin de construire une riposte globale aux attaques coordonnées qui frappent l'ensemble

du monde du travail.

Nous appelons, comme toute la CGT, à une large mobilisation le samedi 26 mai, à Marseille, à 14h30, au vieux port.

Partout la CGT appelle d'autres forces sociales à "une marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité", qui doit déferler pour imposer une autre répartition des richesses dans notre pays. Compte tenu de l'urgence sociale, la CGT a pris la décision de construire cet appel avec d'autres organisations syndicales, associatives et politiques, dans le respect des périmètres d'intervention et des prérogatives de chacune des organisations. La réussite de cette journée d'action sera un nouveau cap dans la construction d'un rapport de force indispensable à développer pour contrer les mauvais coups du patronat, du Président MACRON et de sa soi-disante majorité parlementaire, et pour faire valoir d'autres choix économiques et sociaux.

Ensemble nous pouvons imposer d'autres choix !!! Et, ensemble nous pouvons agir !!! Pour ne pas subir !!!

Merci.